

Nous devons, ce matin, examiner les prévisions budgétaires du Ministère des Affaires extérieures et de l'Agence canadienne de développement international, dont vous avez une copie devant vous. Mon introduction sera brève.

Il y a deux ans, le Gouvernement faisait remarquer, dans la révision de sa politique étrangère, que la mise au point et la conduite de cette politique allaient devenir plus complexes au cours des années soixante-dix. Les événements ne cessent de confirmer cette assertion. Le volume et la portée des contacts entre le Canada et le monde ne font que s'accroître et ceci vaut non seulement pour le Gouvernement fédéral mais aussi pour les autres niveaux de gouvernement, pour le secteur privé comme pour le secteur public, pour les particuliers comme pour les sociétés. Cette participation canadienne doit être garantie à tous les niveaux et nous organiser dans ce but est déjà un défi en soi, tout à fait distinct des problèmes de politique qu'il suppose. Des améliorations constantes ont été apportées au mécanisme dont le Gouvernement se sert à cette fin. Le Sous-secrétaire d'Etat vous en exposera les détails, puisqu'il est également Président du Comité interministériel sur les relations extérieures.

Durant l'année écoulée, le Ministère a ouvert une mission en Algérie et il a pris les premières mesures en vue d'en ouvrir une également en Zambie et une autre au Bangla-Desh. L'Organisation des États américains nous a accordé le statut d'observateur que nous demandions et la mission que nous avons dépêchée auprès de cette organisation à Washington s'est ouverte la semaine dernière. Les journaux ont soulevé la question de savoir pourquoi notre ambassade aux États-Unis, située à Washington, n'assumait pas cette responsabilité. Pour une fois la réponse est simple. L'Organisation des États américains n'accepte pas la double accréditation auprès du Gouvernement des États-Unis et auprès d'elle-même. De toutes façons, comme le savent les membres qui ont déjà eu des contacts avec notre ambassade, l'ambassadeur et son personnel travaillent déjà au maximum de leur capacité.

Le Canada deviendra sous peu membre à part entière de la Banque interaméricaine de développement et, conformément à son intention déclarée de jouer totalement son rôle au sein du Système interaméricain, il est devenu membre d'un certain nombre des organismes qui le composent. On n'a pas oublié les contacts bilatéraux avec les pays d'Amérique latine. Au niveau supérieur, des hauts fonctionnaires de mon Ministère ont mené à bien un programme de visites et, au niveau ministériel, la première réunion du Comité mixte Canada-Mexique s'est tenue à Ottawa.

L'élargissement prévu du marché commun européen est bien avancé et cette expansion est de la première importance pour le Canada. La fréquence et l'intensité de nos